

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune de
NOHIC

ASUS I AM 33



dossier n° DP 082 135 24 S 0020

date de dépôt : 29/04/2024

demandeur : POTEL Yohan

pour : **Construction d'un abri de jardin**

Adresse terrain : 702 rue de la République, 82370
NOHIC

ARRÊTÉ

d'opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de NOHIC

Le maire NOHIC,

Vu la déclaration préalable, présentée le 29/04/2024, par POTEL Yohan demeurant 702 rue de la République à NOHIC (82370) ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la construction d'un abri de jardin en métal imitation bois ;
- sur un terrain situé 702 rue de la République, 82370 NOHIC, cadastré section ZC parcelle numéro 246 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 05-664 du 25 avril 2005 approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles "retrait-gonflement des argiles" sur le territoire communal ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (P.L.U.i) des 12 communes de l'ex-Communauté de Communes Terroir Grisolles et Villebrumier approuvé le 09/06/2022, exécutoire le 17/07/2022 ;

Vu la modification simplifiée n°1 du PLUI12 rendue exécutoire au 07/03/2024 ;

Vu la servitude d'utilité publique liée aux monuments historiques – Eglise à Nohic ;

Vu l'avis conforme défavorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 17/05/2024 ;

Vu le règlement de la zone U2 ;

Considérant que l'Architecte des bâtiments de France par décision du 17/05/2024 a refusé de donner son accord aux motifs que : L'immeuble concerné par ce projet est situé en abords du ou des monuments historiques listé(s) en annexe. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables. Ce projet, en l'état, étant de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur de ce ou ces monuments historiques ou aux abords, l'Architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord. Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations. Motifs du refus (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

Motifs du refus : Le projet présenté, par son implantation sans lien avec l'espace public, sa volumétrie, la composition de ses façades, les matériaux et les teintes utilisés, est de nature à compromettre les abords des Monuments Historiques et ne saurait être accepté en l'état. » ;

Considérant qu'en application de l'article R.111-27 du code de l'urbanisme, « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales » ;

Considérant que le projet est de nature à porter atteinte au(x) monument(s) historique(s) susvisé(s) ;

Considérant que les pièces fournies nécessaires à l'instruction de la demande susvisée sont incomplètes (CERFA-DP1-DP2-DP3-DP8) ou manquantes (DP 11 - pente du toit) et qu'elles ne présentent pas toutes les précisions requises par les articles R. 431-35 à R. 431-37 du code de l'urbanisme ;

Considérant que les éléments déclarés ne sont pas suffisants et ne permettent pas de vérifier que toutes les dispositions du règlement de la zone U2 du PLUI 12 sont respectées ;

Considérant les dispositions de l'article U2-II-2-a du PLUI 12 susvisé en vigueur « Toitures : Les toitures sont soit à deux versants ou en croupe (simple ou double), soit de type terrasse (partiellement ou en totalité). Les pentes de toitures sont comprises entre 30 et 35% (tuiles canal ou assimilées). » ;

Considérant que la pièce DP 4 fournie dans le dossier précise que la toiture sera : « toit en métal couleur marron » ;

Considérant que la toiture n'est donc pas constituée de tuiles canal ou assimilées mais de métal ;

Considérant que le projet contrevient donc aux articles R.111-27, R. 431-35 à R. 431-37 du code de l'urbanisme et aux dispositions de l'article U2-II-2a du PLUI 12 susvisé en vigueur ;

ARRÊTE

Article Unique

Il est fait **OPPOSITION** à la déclaration préalable.

Fait à NOHIC, le 22 MAI 2024
Le Maire,

Le Maire,
Bernard DOAT



Date d'affichage du dépôt en mairie : 30/04/2024

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Pour information :

- Prendre rendez-vous avec l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (U.D.A.P.) si nécessaire pour la mise au point du projet.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).